

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 31/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/08/2022

Contexte et constats

Publié sur



GRAND LYON METROPOLE- DIRECTION DE L'EAU

Avenue des Frères Lumière
ZI de Genay
69250 NEUVILLE SUR SAONE

Références : UD-R-CTESSP-22-211-LO
Code AIOT : 0006111138

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/08/2022 dans l'établissement GRAND LYON METROPOLE- DIRECTION DE L'EAU implanté Avenue des Frères Lumière ZI de Genay 69250 NEUVILLE SUR SAONE. L'inspection a été annoncée le 06/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAND LYON METROPOLE- DIRECTION DE L'EAU
- Avenue des Frères Lumière ZI de Genay 69250 NEUVILLE SUR SAONE
- Code AIOT : 0006111138
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La STEU Genay ZI reçoit et traite des effluents non domestiques issus de la zone industrielle de Genay. Les effluents des établissements peuvent ou non être rejetés dans le cadre d'une autorisation de rejet d'eaux résiduaires dans le réseau d'assainissement public.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de la visite de 2018
- Gidaf / autosurveillance
- arrêté sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 4.2.7	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	eaux pluviales - séparateurs à hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 4.3.4, alinéas 2, 4 et 5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	GIDAF	Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article titre 5 de l'annexe 6.5	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Registre des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 4.2.7	/	Sans objet
3	Caractérisation des effluents reçus	Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 4.3.3.1	/	Sans objet
4	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 18/12/2013, article annexe 2	/	Sans objet
5	Rejets aqueux - Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article annexe 2	/	Sans objet
8	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article annexe 3	/	Sans objet
9	eaux pluviales - branchement	Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 4.3.1	/	Sans objet
11	arreté sécheresse	Arrêté Préfectoral du 09/08/2022, article annexe 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des sujets restent à éclaircir, comme par exemple le traitement d'eaux claires parasites sur site ou le rejet du surplus du bassin de tampon dans la Saône. **Ces points seront traités dans le cadre de**

l'instruction du dossier de réexamen IED.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 4.2.7
Thème(s) : Risques chroniques, consignes eaux non conformes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Demande 1 du rapport 20180625-RAP-InspectionSTEP : L'exploitant doit établir les consignes permettant à tout opérateur présent sur site de connaître les procédures à suivre, notamment pour stopper des rejets non conformes sur les eaux traitées ou les eaux pluviales.
Constats : Par courrier du 28/07/2022, l'exploitant indique que le bassin tampon, d'un volume de 600 m3, permet de stocker les effluents pré-traités afin de lisser la charge arrivant sur les installations de traitement. Il alimente par jeu de vannes le traitement biologique. Ce bassin est équipé d'une surverse permettant le by-pass des effluents pré-traités dans la Saône en cas de volumes trop importants arrivant sur la station ou en cas de dysfonctionnement. En cas de pollution arrivant sur la station, une neutralisation du pH par ajout d'acide sulfurique ou de soude est effectuée au niveau du prétraitement. Cependant, les conventions avec les industriels permettent déjà d'encadrer le pH pour les plus gros contributeurs. Lors de la visite, l'exploitant a présenté une notice de fonctionnement d'exploitation et d'entretien SRA ENS CC B 599 du 10/02/15. En cas de rejets non conformes, ceux-ci passent au préalable par le prétraitement (dégrillage, le desablage et le deshuilage). Elles passent à travers un bassin tampon de 600 m3. La surverse est déversée vers la Saône. Ces éléments sont cohérents avec les éléments du courrier du 28/07/2022. A posteriori de la visite, l'Inspection conclut que des eaux partiellement traitées pourraient être déversées dans la Saône et que les eaux non conformes en sortie finale de traitement partiraient donc également dans le milieu. Ces points seront traités dans le cadre de l'instruction du dossier de réexamen IED.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : sans objet

N° 2 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 4.2.7
Thème(s) : Risques chroniques, consignes et vannes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Demande 2 du rapport 20180625-RAP-InspectionSTEP : : L'exploitant doit confirmer la présence et le bon état d'un système d'isolement permettant de confiner des eaux pluviales polluées. Constats : Par courrier du 28/07/2022, l'exploitant indique qu'un réseau d'eaux pluviales collecte toutes les eaux du site de Genay (via les bouches d'égout) et les amènent dans un premier bassin de rétention. Si aucune pollution n'est avérée, les eaux sont ensuite dirigées vers le bassin d'infiltration par une vanne située entre les deux bassins. Cette vanne d'isolement fonctionne correctement et est contrôlée régulièrement par l'exploitant. Lors de la visite, l'exploitant indique que les informations portées dans le rapport de visite d'inspection de 2018 sont erronées. Les eaux pluviales passent à travers un séparateur avant d'être rejetées dans le 1er bassin, puis par le 2eme bassin d'infiltration. Ces éléments sont cohérents avec les éléments du courrier du 28/07/2022. L'Inspection a demandé quelle est la périodicité de contrôle de la vanne. L'exploitant précise qu'il la teste au moins 1 fois par semestre : il remplit le bassin d'isolement et teste la vanne entre les deux bassins. Il reconnaît cependant ne pas tracer ce test et s'engage à le faire. L'Inspection note que le bassin d'isolement nécessite un nettoyage et des réparations. Des plantes ont poussé à travers la bâche plastique de protection.
Type de suites proposées : lettre préfectorale.
Proposition de suites : Demande : l'exploitant doit mettre en place un document justifiant du bon essai de la vanne et de la conclusion de cet essai (délai : 2 mois). Demande : l'exploitant fait procéder à la réparation et au nettoyage du bassin d'isolement et met en place une procédure de contrôle de l'étanchéité du système (délai 2 mois).

N° 3 : Caractérisation des effluents reçus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 4.3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Obs 1 du rapport 20180625-RAP-InspectionSTEP : : L'exploitant doit poursuivre ses efforts sur la caractérisation des effluents entrants en s'assurant de disposer des données pour tous les raccordements effectifs et en les mettant très régulièrement à jour. Les éléments doivent également comprendre les variations possibles au cours du temps et les possibilités d'incidents/anomalies déjà détectés. Constats : Par courrier du 28/07/2022, l'exploitant indique que la Métropole dispose des informations sur les industriels raccordés à la station de Genay par le biais des conventions et autorisations de rejet accordées. La liste des industriels est mise à jour chaque année et présente en annexe du bilan annuel d'autosurveillance présent sur la station. Lors de la visite, l'Inspection a demandé à voir le bilan annuel d'autosurveillance sur la station. En annexe de ce document se trouve une liste des sites autorisés à rejeter les eaux industrielles à la STEP (qu'ils soient ICPE ou non). L'exploitant précise que chaque site fait l'objet d'une autorisation de déversement et qu'à cet effet, les rejets sont contrôlés par le Grand Lyon de manière fréquente. L'écart est soldé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2013, article annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Demande 3 du rapport 20180625-RAP-InspectionSTEP : : L'exploitant transmettra dès sa réception le diagnostic sur le réseau avec les mesures envisagées afin de maîtriser le débit traité et rejeté. Il transmettra également au plus vite les analyses réalisées sur le rejet d'eaux pluviales.</p> <p>Constats : Par courrier du 28/07/2022, l'exploitant indique que l'analyse des résultats d'autosurveillance en entrée de la station sur les années 2020 et 2021 permet de montrer que la station est toujours en sous-charge par rapport à sa capacité nominale suite au changement d'activité de la société Roxane en 2018.</p> <p>La station reçoit toutefois une charge hydraulique proche de son débit nominal (1296 m3/j en moyenne sur 2021). Ceci s'explique par des infiltrations importantes d'eaux claires parasites de la nappe de la Saône dans le réseau dont la partie basse est très probablement sous le niveau de la nappe tout au long de l'année. Une étude a été réalisée par le cabinet Merlin sur le réseau de la ZI de Genay en mai 2021 et a permis d'estimer un taux d'eaux claires parasites permanentes de 70% et de 66% en période de nappe basse. Cette étude a été transmise à l'inspection dans le cadre du dossier de réexamen IED et RSDE envoyé en mars 2022.</p> <p>À la suite de ces conclusions, des diagnostics complémentaires ont été réalisés par la Métropole de Lyon pour identifier les réseaux à réhabiliter et le type de réhabilitation à effectuer. La Métropole a prévu de réhabiliter 1000 mètres linéaires au niveau de la rue Jacquard et 190 mètres linéaires au niveau de l'avenue des frères lumière.</p> <p>Deux techniques de réhabilitation étaient initialement prévues : une technique sans tranchée (chemisage) avec démarrage des travaux à l'été 2021 (30% du linéaire total) et une technique de tranchée traditionnelle (70% du linéaire) à l'été 2023. Compte-tenu de l'impossibilité de réaliser des inspections télévisées et des diagnostics approfondis sur ces réseaux (essais de pompage infructueux), la totalité des travaux va être effectuée avec tranchée (travaux plus conséquents et onéreux). Le démarrage des travaux de réhabilitation des 1190 mètres linéaires de réseaux est prévu à l'été 2023 (en période de nappe basse).</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection fait part à l'exploitant que les taux des eaux parasites sont anormalement élevés : ce qui reviendrait à dire, sur 1300 m3/j de débit journalier autorisé, 910 m3/j serait dû à ces eaux claires parasites.</p> <p>L'Inspection demande de plus le calendrier des travaux : son courrier précise qu'ils débiteront en été 2023 mais n'indiquent pas la durée estimée de ces derniers. Celui-ci répond qu'il n'a pas de calendrier précis pour le moment.</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant quel serait le "gain" estimé de ces travaux, c'est à dire, quels seraient les taux d'infiltrations après travaux taux des eaux parasites sur son site. L'exploitant explique que, d'après l'étude du cabinet Merlin, ce taux serait de 30 %.</p> <p>Durant l'échange, l'exploitant précise que les canalisations sont sous la nappe, ce qui explique l'infiltration des eaux dans le réseau. L'Inspection a demandé si des modifications de réseau pouvaient être menées afin d'éviter de capter les eaux souterraines : dans un contexte actuel de sécheresse, et dont la nappe captée est en situation de crise, l'exploitant doit apporter des solutions concrètes pour palier à ce problème.</p> <p>Ce point sera traité dans le dossier de réexamen IED, où des prescriptions spécifiques liées à l'infiltration des eaux souterraines seront définies.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rejets aqueux - Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Demande 3 du rapport 20180625-RAP-InspectionSTEP: L'exploitant transmettra les analyses réalisées sur le rejet d'eaux pluviales.
Constats : Par courrier du 28/07/2022, l'exploitant indique que les analyses réalisées sur les eaux pluviales sont transmises via la plateforme GIDAF (1 analyse par an). En amont de la visite, l'Inspection note que les analyses ont été réalisées le 4/10/2021 et sont conformes aux valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral. L'écart est soldé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : eaux pluviales - séparateurs à hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 4.3.4, alinéas 2, 4 et 5
Thème(s) : Risques chroniques, séparateurs à hydrocarbures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par ruissellement sur des voiries et des aires de stationnement sont collectées par un réseau spécifique, traitées par dispositif séparateur d'hydrocarbures correctement dimensionné ou tout autre dispositif d'effet équivalent puis rejetées au bassin d'infiltration du site.(...) Les dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des dispositifs séparateurs d'hydrocarbures ou tout autre dispositif d'effet équivalent, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite, l'Inspection demande les derniers bordereaux de suivi de déchets afin de justifier du curage du séparateur. L'exploitant précise que celui-ci n'est pas réalisé depuis 2020. Il précise qu'un passage est prévu en septembre prochain. Un justificatif de passage au 5/09/2022 est transmis à posteriori de la visite par courriel du 22/08/2022. L'Inspection a rappelé que l'absence de curage du séparateur diminue l'efficacité de celui-ci et une partie de la pollution pourrait être rejetée au réseau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
<u>Demande :</u> l'exploitant justifie du nettoyage du séparateur à hydrocarbures et transmet le bordereau de suivi de déchets. (délai 1 mois).

N° 7 : GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article titre 5 de l'annexe 6.5
Thème(s) : Risques chroniques, transmission de l'autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En amont de la visite, l'Inspection note l'absence de transmissions de l'autosurveillance sur GIDAF depuis février 2022.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant indique qu'il lui manque des informations sur les paramètres hydrocarbures. Il a envoyé une demande au laboratoire de Pierre Benite.
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : lettre préfectorale
<u>Demande</u> : L'exploitant renseigne la plateforme Gidaf les autosurveillances depuis février 2022 (délai 2 mois). L'exploitant veille à renseigner GIDAF régulièrement.

N° 8 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation de l'autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Renseigner l'autosurveillance
Constats : En amont de la visite, l'Inspection a procédé à un contrôle des autosurveillances de l'année 2021 déclarées sur la plateforme GIDAF. L'inspection note : 1) pour les hydrocarbures : des valeurs à 0 sont renseignées les 15/03/2021, 20/04/2021 et 18/05/2021; 2) pour le DBO5 : des valeurs à 0 sont renseignées les 18/02/21, 22/06/2021 et 30/11/2021. Lors de la visite, l'exploitant explique qu'il prend les valeurs que le laboratoire lui mentionne. Il n'y a pas d'absence de résultat. L'exploitant consulte son fichier d'autosurveillance pour la DBO5, le 18/02, son fichier indique 3mg/l. Mais la personne qui remplit son fichier indique 0. L'exploitant indique que 3mg/l serait la limite de détection du laboratoire. Pour les hydrocarbures, quand le résultat est inférieur à la limite de détection (0,10 mg/l), il remplit 0. Pour rappel, les consignes nationales du ministère fixent que l'exploitant renseigne 0 si la valeur est inférieure à la limite de détection et que si la valeur est inférieure à la limite de quantification, l'exploitant renseigne LQ/2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : eaux pluviales - branchement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, identification des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En amont de la visite, l'Inspection note que les déclarations GIDAF de 2021 font état que le volume quotidien est dépassé et que cela serait dû à des fortes pluies. L
Constats : Lors de la visite, l'Inspection demande plus d'éclaircissement sur ce point. Après explication, l'exploitant a indiqué que le volume rejeté important vient de la présence d'eaux claires (cf point 4). Observation : il convient que l'exploitant modifie son commentaire sur Gidaf pour être plus précis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, registre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Demande 5 du rapport 20180625-RAP-InspectionSTEP : L'exploitant doit mettre en place le registre de sa production de déchets conformément à l'arrêté du 29 février 2012.</p> <p>Constats : Par courrier du 28/07/2022, l'exploitant indique que les graisses de la station de Genay étant considérée comme un déchet dangereux, elles sont évacuées vers le pôle de valorisation et de traitement des déchets dangereux TREDI à Salaise-sur-Sanne et non sur la station de Pierre Bénite. Une copie des bordereaux de suivi des déchets dangereux est présente sur la station. L'exploitant passera dorénavant par la plateforme Trackdéchets qui permet de simplifier la traçabilité des déchets dangereux en temps réel (arrêté du 21 décembre 2021). Concernant les autres déchets, un registre informatique est tenu à jour par l'exploitant et comprend notamment la date d'évacuation, le numéro de BISPA et numéro de benne, le tonnage évacué, le site de réception, etc...</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a demandé à visualiser le registre informatique. Celui-ci n'a pas pu être présenté.</p> <p>L'exploitant a présenté un registre pour les boues mais celui-ci ne répond pas à l'arrêté du 31/05/2021 (remplace l'arrêté du 29/02/2012).</p> <p>L'écart n'est pas soldé.</p>
Type de suites proposées : avec suite
Proposition de suites : lettre préfectorale
Demande : l'exploitant transmet le registre des déchets non dangereux, conforme à l'arrêté ministériel du 31/05/2021 relatif au registre des déchets (délai 2 mois).

N° 11 : arrêté sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2022, article annexe 5
Thème(s) : Autre, Rejets aqueux industriels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Selon l'arrêté préfectoral sécheresse n° DDT_SEN_202208089_B119 du 09/08/2022, la commune de Neuville-sur-Saône est située en zone 2-axe saône.</p> <p>Cette zone est en crise pour les eaux souterraines et les eaux superficielles et leur nappe d'accompagnement.</p> <p>Les tableaux de l'annexe 5 indiquent les mesures de limitations ou d'interdictions selon les usages.</p> <p>Concernant les rejets des stations d'épuration et systèmes d'assainissement, les opérations de maintenance doivent être reportées en fin de période de restriction, sauf en cas d'urgence après accord du service police de l'eau.</p> <p>De plus, concernant les ICPE, seules les activités à usages prioritaires sont maintenues.</p>
<p>Constats : L'exploitant explique ne pas prélever d'eaux de la nappe : pour ses activités de maintenance il utilise l'eau potable ou les eaux venant d'être traitées de la STEP.</p> <p>Concernant les industriels rejetant leurs eaux à la STEP, aucun n'a annoncé à l'exploitant une baisse d'activités actuellement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet